

Motion d'actualité

du congrès 2026 de SUD éducation Paris

Le colonialisme, le racisme, la fascisation et la marche vers la guerre dans le monde comme en France nous inquiètent et nous mobilisent. Le nationalisme et l'impérialisme ne progressent pas par hasard. Il s'agit de nous faire accepter :

- à l'extérieur, la participation directe ou indirecte de la France aux guerres d'agression impérialistes en Iran, en Palestine, au Mali...
- à l'intérieur, la crise économique et écologique, le démantèlement des services publics notamment hospitalier et scolaire, et des vies au rabais pour nous et les enfants... qui aggravent les conditions de vie déjà extrêmement précaires des personnes les plus précaires et vulnérables. La stratégie pour nous faire accepter tout cela c'est l'atomisation, la logique de tous·tes contre tous·tes et les logiques de domination qui favorisent le développement du fascisme.



Heureusement nous sommes beaucoup dans notre camp social à ne pas tomber dans ces logiques et à multiplier les résistances et offensives. À ce titre, nous appelons à se joindre aux mobilisations en lien avec le contre-sommet du G7 contre la montée des fascismes et la militarisation organisé notamment par des organisations féministes genevoises, à Genève, à Annemasse et ailleurs du 12 au 17 juin. Nous nous inquiétons de l'arsenal juridique déployé par les autorités suisses et françaises visant à interdire ou à limiter le droit de manifester. Face à nos mobilisations, l'État et ses alliés déploient leurs armes classiques de la répression antisyndicale, policière, carcérale et politique. Les luttes antimilitaristes, l'internationalisme et les luttes anticarcérales sont donc à renforcer.

L'offensive réactionnaire frappe de plein fouet le service public d'éducation. Le racisme s'exprime de manière de plus en plus décomplexée : cela va par exemple des remarques des personnel·les comme, récemment au lycée Jean Renoir à Bondy, jusqu'aux politiques institutionnelles, comme les hausses des frais d'inscription à l'université pour les étranger·es non-communautaires.

Le sabotage des conditions de travail de tous·tes les personnel·les et des conditions d'apprentissage de la maternelle à l'université s'aggrave. Il implique autoritarisme et « management » toxique qui font particulièrement souffrir les plus précaires (AESH, AED, agent·es, BIATSS, contractuel·les, etc). Cet autoritarisme se traduit aussi par la mise au pas de la jeunesse et son enrôlement dans des logiques militaires et policières (classe défense, JDC, etc) et par une augmentation du tri scolaire et social. D'ailleurs, en prévision de ce tri et de ses effets en termes d'inégalité de revenus, le gouvernement prévoit une nouvelle « éducation à » : EducFi (économique, budgétaire et financière) dont l'objectif n'est autre que d'apprendre à gérer des salaires insuffisants.

Notre congrès se déroule pendant un épisode de canicule sans précédent au mois de mai. Nous vivons désormais le dérèglement climatique dans nos corps et dans nos classes. Notre syndicat s'alarme de l'inaction des autorités que cela soit en matière de lutte contre la destruction de l'environnement ou d'adaptation des lieux de travail. N'attendons pas les autorités pour agir et soyons aussi solidaires des populations condamnées aux migrations climatiques.

La résignation n'est pas de mise et nous pouvons nous appuyer sur des luttes qui nous donnent force et espoir.

Notre syndicat soutient les luttes acharnées des mineur·es isolé·es. Non seulement elles obtiennent des victoires dans un contexte d'extrême précarisation et de stigmatisation, mais elles nous font aussi changer nos postures contre les processus de domination au sein de nos propres luttes. L'expérience concrète des discriminations subies par les jeunes notamment dans toutes leurs démarches concernant les droits fondamentaux (hébergement, scolarisation, accès aux soins) est un choc pour beaucoup de camarades qui s'impliquent dans le collectif. Cela permet de constater à quel point le racisme est systémique et doit être combattu.

Cela est riche d'enseignement quand on considère la question des violences faites aux enfants qu'on semble découvrir aujourd'hui avec le scandale des violences sexuelles dans le périscolaire alors que le rapport de domination enfant-adulte est central dans la société. Quelques avancées ont été obtenues concernant la prise en compte de la parole des victimes, personnel·les ou élèves/étudiant·es, de VSS. Le programme d'EVARS est un premier pas. La conscientisation et la lutte contre les rapports de domination de genre et des adultes sur les enfants doivent se poursuivre.

Le suicide de Caroline Grandjean le 1^{er} septembre 2025 a endeuillé nos professions et rappelé le peu de protection que nos institutions donnent aux personnel·les et étudiant·es/élèves LGBTQIA+. Nous soutenons toutes les initiatives allant dans le sens de la lutte contre les LGBTphobies en milieu scolaire et participerons au mois des Fiertés qui arrive. Souvent sur ces questions, nos élèves et étudiant·es nous montrent la voie.

Nous nous alarmons aussi du monopole de Bolloré dans l'édition scolaire et de son financement croissant de la recherche publique. Il est un des visages de l'alliance entre fascisme et capital. Nous investissons les campagnes *Stop Bolloré* et *Educ Nat contre Bolloré*. Elle créent du commun, de la joie et donnent des cibles concrètes.

Nous fêtons actuellement le versement des indemnités REP/REP + pour les AED et AESH. Nous l'avons obtenu après des années de lutte syndicale et juridique. La lutte continue, notamment pour la reconnaissance de véritables statuts et de vrais salaires ! Nous appelons à la mobilisation, par la grève et la manifestation, des AED le 2 juin et des AESH le 9 juin.

Pour conclure, notre solidarité va aux peuples en lutte du monde entier. Elle devient concrète, par exemple :

- par la levée de fonds et les rencontres organisées avec nos camarades du syndicat indépendant ukrainien *Priama Diia (Action Directe)* qui luttent contre l'impérialisme russe et les réformes néolibérales de leur gouvernement,
- par l'organisation des mobilisations dans la rue contre les guerres coloniales et impérialistes en Iran, au Liban et en Palestine,
- par des actions de nature juridique, comme celle à laquelle nous participons avec le collectif *Stop Academic Complicity* pour faire condamner huit universités françaises pour manquements aux « obligations en matière de prévention de crimes de génocide et de crimes contre l'humanité », en raison de leurs partenariats avec des universités israéliennes accusées d'être impliquées dans le génocide à Gaza.

Plus que jamais la lutte antifasciste est internationale !

*SUD éducation Paris
Paris, le 27 mai 2026*